Fondation Idea : Financer l'essor de la défense

Dans une récente étude[1], IDEA analyse les politiques de financement mises en œuvre pour accompagner le développement de la base industrielle et technologique de défense luxembourgeoise (BITDL) et des dispositifs d'autres Etats européens susceptibles d'inspirer le Grand-Duché. Alors que les dépenses de défense des Etats membres augmentent très fortement depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'enjeu pour le Luxembourg est de faire émerger une filière industrielle compétitive et capable de s'insérer durablement dans les chaînes de valeur européennes.

Le renforcement de la base industrielle et technologique de défense luxembourgeoise (BITDL) constitue l'un des piliers de la stratégie nationale de défense. Alors que les dépenses de défense du Luxembourg devraient passer de 464 millions d'euros en 2021 à près de 1,66 milliard d'euros en 2029, dans un marché européen pesant déjà 454 milliards d'euros en 2026, le défi est d'accompagner à la fois les projets des acteurs déjà implantés et de favoriser l'émergence, l'attraction et la croissance de start-ups innovantes.

Dans cette perspective, le développement de la BITDL peut s'appuyer sur les besoins capacitaires nationaux fixés par l'OTAN tout en les dépassant pour viser la construction d'une filière industrielle performante à l'échelle européenne qui répond à des besoins militaires ciblés du continent, terrestres, aériens, spatiaux ou cyber. A titre d'exemple, les entreprises luxembourgeoises LuxGovSat et CERATIZIT participent actuellement à des consortiums européens de recherche collaborative, respectivement pour les projets EPW (European Protected Waveform) et Famous3 (European Future Highly Mobile Augmented Armoured Systems 3)[2]. La BITDL regroupe 122 acteurs actifs[3] dans des domaines tels que l'espace, la cybersécurité, les matériaux avancés ou les systèmes autonomes. Ce sont des entreprises spécialisées dans la défense ou duales, qui intègrent de fait des activités civiles et militaires.

Une vague d'initiatives pour financer la BITD luxembourgeoise

Afin de soutenir cette ambition, le Luxembourg a, ces dernières années, considérablement renforcé son écosystème d'accompagnement et de financement de l'innovation et du

développement industriel. Cet écosystème couvre l'ensemble du cycle de développement des entreprises innovantes, depuis le transfert technologique et la création de spin-offs issues de la recherche publique (programme de subventions TREK/JUMP du Fonds National de la Recherche) jusqu'au soutien à l'amorçage des start-ups (programme annuel Fit 4 Start de subventions et de coaching d'environ 20 start-ups et aide aux Jeunes Entreprises Innovantes sous forme de cofinancement). Il comprend également des instruments destinés au passage de la start-up à la scale-up, tels que le récent Fit 4 Scale (sans financement direct toutefois), le Luxembourg Future Fund 3 (fonds d'investissement de 270 millions d'euros, 180 de la SNCI et 90 d'investisseurs partenaires, lancé en 2026 avec une logique « fonds de fonds européens » ciblés sur les priorités sectorielles du Grand-Duché) et les dispositifs de capital-risque associés de la SNCI (participations stratégiques, co-investissement, LFF 1 et 2). Il convient d'ajouter à ces dispositifs les diverses aides d'Etat aux industriels pour soutenir leur R&D et leurs investissements.

En parallèle, un écosystème dédié à la défense s'est structuré très récemment autour du Fonds national de défense doté de 150 millions d'euros, des appels à projets de R&D défense, de l'ouverture du programme Fit4Start aux startups de la défense et de partenariats stratégiques entre des industriels et l'administration de la défense, en particulier dans le domaine des satellites. Ces dispositifs complètent les instruments européens et otaniens et permettent désormais d'accompagner les entreprises de défense depuis la phase de recherche jusqu'à leur changement d'échelle. Le *Defence Campus* est un projet phare à mettre en lumière, même s'il ne concerne pas directement le financement. Ce nouveau campus accueillera à Dudelange, sur l'ancien site industriel de Liberty Steel, des entreprises innovantes de la défense, principalement celles qui fournissent les forces armées luxembourgeoises à travers des engagements contractuels.

Certains des partenariats stratégiques du ministère de la Défense ont été établis très récemment, notamment dans le cadre de programmes importants d'achat de l'Etat luxembourgeois (2,6 milliards d'euros dans des véhicules de combats français Griffon et Jaguar) visant à répondre à son obligation capacitaire de création d'un bataillon binational belgo-luxembourgeois de reconnaissance de combat. Pour la période allant de 2025 à 2029, l'OTAN a défini cinq nouvelles obligations capacitaires pour le Luxembourg : la défense aérienne et antimissile, les drones de reconnaissance et drones de combat, une station de ravitaillement en carburants déployable, une base aérienne arrière et soutiens de nation hôte et/ou de transit ainsi qu'un hôpital militaire avancé belgo-luxembourgeois. Elles esquissent le futur proche du marché de la défense national.

Et des idées à importer depuis les autres Etats membres

Les initiatives récemment mises en place témoignent d'une volonté affirmée de soutenir l'essor de la BITDL, sans garantir pour autant qu'elles suffiront à accompagner son changement d'échelle. Le Document de travail « Financer la base industrielle et technologique de défense luxembourgeoise

» suggère plusieurs pistes à importer d'autres Etats européens pour élargir les capacités de financement de la BITDL.

Les deux premières portent sur le capital-risque et investissement. Le Luxembourg pourrait attirer des co-investisseurs privés (banques, assureurs, industriels…) au sein d'un fonds défense, ce qui, comme dans le cas français, renforcerait l'écosystème de financement de la BITDL. En outre, un fonds ouvert aux particuliers, comme l'a initié BPI France, serait susceptible de mobiliser l'épargne privée au profit des entreprises de défense. Le Luxembourg pourrait aussi se rapprocher du *Defence Angels European Network* (DAEN) pour favoriser les opportunités de financements par des business angels et d'investissements dans des start-ups européennes.

Une autre idée serait de soutenir la participation des PME et start-ups luxembourgeoises aux programmes technologiques européens en cofinançant des dépenses engagées par des entreprises participant à des consortiums du Fonds européen de la défense. C'est ce qu'a instauré Business Finland. De plus, les Pays-Bas ont développé une approche mission de financement des différentes étapes d'innovation, de développement et de maturation d'une solution militaire, qui fonctionne selon différentes phases de validation de l'appel à projet de R&D jusqu'à l'acquisition commerciale par l'armée néerlandaise, en passant par le financement des prototypes et le test réel par les militaires. Enfin, la banque publique de développement polonaise a instauré des prêts garantis par l'État pour dérisquer auprès des banques commerciales des investissements nécessaires au développement d'activités militaires et duales.

Dans un futur proche, le Luxembourg, sur la base d'une BITDL renforcée, pourrait conclure des accords d'achats réciproques avec d'autres États membres comme le revendiquent la France et la Suède. Elle peut déjà s'appuyer sur son offre de service dans le domaine satellitaire pour de tels échanges commerciaux. Les besoins et possibles difficultés de financement des acteurs de la BITDL pourraient être davantage investigués pour concevoir les dispositifs de financements répondant le mieux à leurs défis. A l'avenir, ces mesures devront être évaluées pour favoriser leur efficience.

[1] Financer la base industrielle et technologique de défense luxembourgeoise, Jean-Baptiste Nivet, IDEA, Octobre 2026.

[2] EPW vise à développer une capacité de communication militaire sécurisée et interopérable, résistante au brouillage et adaptée aux opérations en réseau. FAMOUS3 est consacré au développement de technologies et de capacités pour les futurs véhicules blindés.

[3] Luxembourg Industry and Research Capabilities for Security & Defence 2026, Ministère de la Défense, Luxinnovation.